

cœrises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 186 - VENDREDI 6 SEPTEMBRE 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Entre Guy Mollet et Jean Jaurès, les socialistes français ont choisi le premier. Et l'affaire de Suez leur a fait ajouter : nous serons les meilleurs élèves du maître états-unien.

AGENDA MILITANT

→ 7-9 septembre

Pau [Contre-Université de la Défense](#)

→ 8 septembre

Niort [La maladie du coût et l'enjeu du salaire](#)

→ 10 septembre

Retraite : [on la veut, on se bat !](#)

→ 11 septembre

Rennes [Assemblée citoyenne FdG](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Communisme**

[Nouveaux articles](#), S. Zizek, I. Garo, J.L. Nancy, L. Sève

→ **Monde**

[Syrie](#)
[Venezuela, Pas de révolution sans féminisme](#)
[L'horizon général de l'époque est communiste](#), A. Garcia Linera
[Afrique du Sud, culture et politique](#), K. W. Kgositsile

→ **Carte blanche**

[Liban, Libanon](#), L. Eyraud-Chaume

En ligne de mire : la guerre ou la paix ?

À l'heure où le monde est suspendu aux débats du G20, aux initiatives de l'ONU, au vote du Congrès américain et à la décision française sur une intervention militaire... il est urgent que s'affirment avec force quelques parti-pris essentiels.

Le drame syrien est insupportable. Les victimes de la guerre civile se comptent par dizaines de milliers - plus de 110 000 à ce jour -, et une nouvelle étape dans l'horreur a été franchie le 21 août avec l'utilisation massive d'armes chimiques. Ces crimes ont un nom dans le droit international : crimes de guerre, crimes contre l'humanité. Qu'il en ait été commis avant et ailleurs n'enlève rien à la nécessité d'agir aujourd'hui. Sinon, quand mettra-t-on au ban de l'humanité les auteurs de tels actes ?

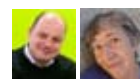
Certes, jusqu'à présent les preuves formelles que ce massacre a été commis sur ordre du régime syrien font défaut. Mais quoi qu'il en soit, la responsabilité écrasante du gouvernement syrien est incontestable dans le conflit meurtrier.

Les responsabilités des grandes puissances sont considérables, qui depuis des années ont commercé et dialogué aimablement avec Bachar El Assad, l'ont armé, et n'ont rien fait de suffisant depuis mars 2011 pour mettre fin à la répression du peuple. Pourquoi a-t-il fallu les crimes du 21 août avant que soit envisagée une réaction ?

C'est ainsi que nous sommes à l'âge de pierre de la prévention et de la gestion des conflits. Les rapports internationaux restent entièrement dépendants des logiques de domination économique et politique qui favorisent tous les affrontements. Nous avons sous les yeux les échecs de la Busherie, les faiblesses de l'ONU, l'inexistence de l'Union européenne et les vues courtes d'une diplomatie française sans ambition.

Qui, dans cette période, porte les exigences d'abolition des armes chimiques et nucléaires, du désarmement, du renforcement du droit international ? Nous sommes trop peu audibles, alors que ce sont là les choix qui permettront de passer du slogan "Quelle connerie la guerre !" à un "Plus jamais ça !" effectif. Ne laissons pas la question "pour ou contre une intervention militaire ?" occuper tout l'espace du débat public et occulter à la fois la recherche des possibilités concrètes d'une solution politique en Syrie - car il n'existe pas de solution militaire - et les enjeux d'une transformation planétaire qui se fera contre le capitalisme et contre l'impérialisme.

● Gilles Alfonsi, Michèle Kiintz



La retraite, c'est révolutionnaire !

**... et c'est bien pour cela que le Medef avec la droite ont travaillé et travaillent à la torpiller.
Si aujourd'hui, le gouvernement poursuit sur la même voie, à nous d'agir !
Analyses de Bruno Bessière**



La retraite, un choix de civilisation

Généralement on nous parle de la retraite de manière comptable, technique, en masquant les enjeux et les choix politiques, économiques et anthropologiques derrière l'habillage du catastrophisme et de l'impérieuse nécessité d'adopter des réformes qui font sans cesse reculer nos droits. Nous sommes donc sommés de ne pas perdre de temps à réfléchir sur le sens de la retraite et d'accepter ces réformes et l'idée même de leur urgence avec le moins d'échanges contradictoires et le moins de démocratie réelle possibles dans l'élaboration des projets, comme dans le processus de décision. Autrement dit, le peuple doit avaler la soupe toujours plus infâme qu'on lui sert.

Pour s'émanciper du conditionnement idéologique, il faut déjà se demander ce qu'on essaye de réformer et pour quelles raisons. Le rapport salarial étant un rapport de subordination et d'exploitation, la retraite,

c'est la libération de la dernière partie de sa vie de cette aliénation. Nous y échappons également à d'autres moments de notre vie grâce à la limitation du temps de travail, au repos hebdomadaire, aux jours fériés non travaillés, aux congés. La retraite constitue une libération généralement définitive, sauf pour ceux qui reprennent une activité salariée, principalement faute de moyens suffisants pour vivre.

La retraite, c'est la libération du temps et du travail

La retraite, même si elle permet plus de repos, n'est pas pour autant la fin du travail et de l'utilité sociale. Mis à part celles et ceux dont l'état de santé ne leur permet plus d'avoir d'activité, tous les retraités continuent à travailler. Mais ils ne le font plus sous contrainte patronale. C'est le prisme déformant de l'optique capitaliste qui occulte cette réalité et réduit le travail humain au travail qui se monnaie et aux productions marchandes.

Or, le même travail peut être effectué dans un cadre marchand comme dans un cadre non marchand. Citons, parmi les exemples courants : les travaux de construction, de rénovation, d'aménagement et de bricolage, les activités agricoles dans lesquelles entre le jardinage, le travail domestique, la garde et l'éducation des enfants, l'écriture et la diffusion des écrits, l'organisation et la conduite d'activités sportives, culturelles, éducatives, de loisirs, la création artistique, la conception de logiciels, etc.

Grâce à la libre disposition de leur temps, les retraités jouent un rôle très important dans la société, en prenant en charge des activités auxquelles le marché ne s'intéresse pas, car pas assez ou pas du tout rentables, ou en rendant des services s'adressant à un public qui n'aurait souvent pas les moyens de se les payer. C'est ce temps qui permet aux retraités de jouer un rôle citoyen aussi ●●●

●●● important, dans diverses organisations comme dans les institutions. Le développement de la démocratie et de l'investissement citoyen pose la question de la nécessaire libération du temps pour toute la population et certainement pas de réduire les années de liberté des retraités. Encore faut-il vouloir la démocratisation de la société. Or, cette libre disposition de son temps et cette démocratisation s'opposent à la logique capitaliste de marchandisation de toutes les activités humaines et d'extension de l'exploitation et de la subordination.

Les capitalistes veulent se rapprocher notre temps libéré

Le temps de la retraite est donc un temps qui échappe aux capitalistes et qu'il s'agit de reconquérir, comme tous les autres temps libérés qui ont été conquis. D'où la constance des attaques contre ces temps : extension du travail du dimanche et de nuit, suppression du jour férié de la Pentecôte, heures supplémentaires dont une grande partie n'est pas payée, accords d'entreprises pour augmenter le temps de travail sans augmentation de salaire, invasion du temps personnel par l'activité professionnelle par le biais des téléphones portables et des méls, etc.

Or, ce temps libéré est essentiel pour la santé et l'espérance de vie. Réduire ce temps et partir à la retraite plus tard conduit à dégrader la santé des salariés. Plus on vieillit plus le corps se dégrade, en moyenne, et plus le travail devient éprouvant, voire carrément destructeur. Or, l'espérance de vie en bonne santé a déjà commencé à diminuer en France, notamment du fait de l'intensification du travail.

L'espérance de vie dépend du progrès social

Partir à la retraite suffisamment tôt est donc une nécessité pour profiter de la dernière partie de sa vie en souffrant moins et sans passer directement du travail salarié à la tombe, comme c'était le cas autrefois. Nombre de salariés n'ont jamais pu bénéficier de leur retraite ou si peu de temps, à l'époque de la retraite à 65 ans. Si l'espérance de vie a nettement augmenté depuis cette époque, le progrès social, dont l'avancement de l'âge de départ à la retraite, y est pour beaucoup.

La retraite, même si elle permet plus de repos, n'est pas pour autant la fin du travail et de l'utilité sociale. ... tous les retraités continuent à travailler, mais ils ne le font plus sous contrainte patronale.

L'allongement de l'espérance de vie n'a donc rien d'automatique, les politiques de régression sociale la font déjà régresser. Ainsi, près de 10 ans de moins pour les hommes en Russie, entre 1989 et 1995, plus récemment un mois de moins aux États-Unis d'Amérique en 2008 et en France en 2012. Il s'agit d'un retournement historique. Durant un siècle, ce sont les guerres qui avaient produit des reculs de l'espérance de vie, mais

la progression de l'espérance de vie n'avait cessé depuis.

S'attaquer au droit à la retraite, comme à l'accès aux soins, c'est donc s'attaquer à la vie, c'est une manière de tuer les gens à petit feu, de les faire mourir plus tôt pour le seul profit de ceux qui pourront les exploiter plus longtemps.

La question ne devrait pas être de savoir quelle retraite nous pourrions nous payer à partir d'une enveloppe arbitrairement définie, en dehors de nous et en vertu de la politique d'austérité exigée par le capitalisme, mais de savoir comment on se donne les moyens - dans une société qui les a - de financer les retraites dont nous avons besoin et de poursuivre le progrès social et l'émancipation de l'humanité.

Un système de solidarité contre le marché et le chacun pour soi

Le type de système de retraite est, lui aussi, un choix de société. Le système de retraite par répartition est un système de solidarité qui s'oppose au chacun pour soi et à l'individualisme prônés par le capitalisme.

Là où le marché ne permet d'accéder qu'à ce qu'on peut se payer personnellement, notre système de retraite fait payer chacun en fonction de ses revenus et verse des pensions dont je n'irai pas jusqu'à dire qu'elles correspondent aux besoins de tous, mais qui sont supérieures à ce que chacun aurait pu se payer via des systèmes individualisés comme l'épargne retraite.

Ce système échappe donc à la logique capitaliste et constitue même une preuve concrète que la société peut fonctionner sur d'autres bases. Il s'agit, ●●●



●●● en quelque sorte, d'une certaine dose de communisme dans une société dominée par le capitalisme.

Il s'agit donc, pour les capitalistes et ceux qui servent leurs intérêts, de mettre ce système en échec en le privant de ressources, ce à quoi le patronat s'est employé dès la création du régime général de la Sécurité sociale. Et, parallèlement au démantèlement progressif de ce système et à la diminution des pensions par diverses mesures, il s'agit de récupérer l'énorme manne financière des cotisations au profit des entreprises financières en proposant de substituer un système de retraite par capitalisation à l'actuel système par répartition.

Or, les systèmes de retraite par capitalisation coûtent plus cher aux salariés, pour des taux de remplacement des salaires inférieurs à ceux qu'offrent les systèmes par répartition.

En outre, basés sur les revenus de placements boursiers de l'épargne retraite, ces systèmes sont susceptibles de faillites, comme cela s'est déjà produit maintes fois, y compris dans la période récente avec la crise financière de 2008. D'où la perte de leur retraite par des millions de retraités, notamment aux États-Unis d'Amérique.

Mais, les retraites par capitalisation, c'est aussi le renforcement et l'extension de l'emprise du capitalisme et de ses exigences contre le monde du travail. En effet,

le transfert sur les marchés financiers de l'épargne retraite augmente la masse des capitaux à rentabiliser sur le dos des travailleurs. Pour y parvenir, il faut toujours plus d'intensification du travail salarié, d'augmentation de sa durée, de diminutions de salaires, de licenciements, de fermetures d'entreprises mêmes rentables pour d'autres plus rentables ou pour de simples placements financiers. Il faut

**Ce temps libéré
est essentiel
pour la santé
et l'espérance de vie.
Réduire ce temps
et partir à la retraite plus
tard conduit à dégrader
la santé des salariés.**

aussi baisser les dépenses sociales et publiques pour obtenir la diminution des prélèvements sociaux et fiscaux sur les entreprises, avec la diminution des prestations sociales et des services publics qui vont avec. Bref, les retraites par capitalisation sont financées par la mise au chômage, la dégradation des conditions de travail et de vie, l'intensification de l'exploitation des salariés et futurs retraités, si toutefois ils parviennent à le devenir. Car comment épargner pour sa retraite quand on n'en a plus les moyens ?

Un salaire garanti à vie

À l'opposé de ce système précaire, le système par répartition garantit un salaire à vie.

Certains nous expliquent que cela coûte trop cher de payer tous ces retraités "à ne rien faire", en réalité à ne rien faire de rentable pour les capitalistes.

C'est oublier que les pensions sont financées par des cotisations sociales, une part du salaire qui n'est pas versé aux intéressés, mais qui finance le système de retraite. Les retraités ont donc déjà payé toute leur vie pour la retraite. C'est bien la moindre des choses qu'ils aient des droits à pension.

Certes, leurs cotisations ont déjà servi à payer les pensions de ceux qui étaient à la retraite du temps de leur activité salariée, mais quoi de plus normal que leur retraite leur soit payée à leur tour de la même manière ?

Cette garantie d'un salaire continué jusqu'à la fin de la vie est, là encore, une pratique contraire à la logique capitaliste et qui pourrait être étendue. En effet, pourquoi ne pas sortir les salariés de la précarité et de l'emprise exercée par les capitalistes en garantissant un salaire à vie, avec un minimum et la prise en compte des qualifications ? Cela impliquerait également de changer le travail et le mode de production des biens et des services.

Ce n'est pas seulement le temps de la retraite qu'il faut libérer, mais tout le temps de la vie, ce qui pose également la question du passage de la propriété et du pouvoir des actionnaires sur les entreprises à ceux de coopérateurs librement associés et complètement émancipés de l'aliénant rapport salarial.

Une réforme qui aggrave les précédentes

Encore une fois, la ligne générale de la réforme, c'est travailler plus pour gagner moins.

L'allongement progressif à 43 ans de la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein, c'est l'assurance d'un départ à la retraite plus tardif pour la majorité des salariés. En effet, l'âge moyen d'entrée dans la vie active est de 22 ans. Cela signifie un départ à la retraite à 65 ans en moyenne, à comparer au droit de partir à 62 ans. 65 ans à condition d'avoir toute cette période prise en compte, ce qui signifie pas de temps au RSA, pas d'interruption de la vie professionnelle pour élever des enfants, etc. Et encore, 65 ans n'est qu'une moyenne. Pour ceux qui feront des études très longues ce ne sera pas avant 67 ans. Auparavant, plus on vieillissait, plus on se rapprochait de l'âge de départ à la retraite. Depuis, chaque réforme nous en éloigne.

Retraite repoussée, baisse des pensions et chômage accru

L'allongement de la durée de cotisation, c'est aussi la certitude d'une diminution des pensions. En effet, cela va entraîner l'accroissement du nombre de personnes qui partiront avec des carrières incomplètes et qui subiront une décote pour tous les trimestres manquants. L'allongement de la durée de cotisation, c'est enfin l'augmentation assurée du chômage, notamment des jeunes et des seniors. La nécessité de travailler plus longtemps va accroître le nombre d'actifs, alors qu'il manque déjà près de 5 millions d'emplois. On va tuer les plus âgés des salariés au travail et enfoncer toujours plus les jeunes dans le chômage et la précarité. Mais comme les salariés au moment de liquider leurs droits à la retraite sont, dans leur majorité, déjà hors emploi, ils vont pour la plupart rester au chômage plus longtemps. Quant au maintien de certains d'entre eux dans leur emploi, cela empêchera autant de jeunes d'y accéder.

L'âge moyen d'accès à un premier emploi stable est déjà de 27 ans et sans

l'assurance d'un emploi stable tout le reste de sa vie professionnelle.

Seuls les salariés et retraités paieront

L'affichage d'une augmentation des cotisations salariales et patronales cache un jeu de dupe. Si les salariés paieront bien, les employeurs ne débourseront pas un centime, car le gouvernement leur a promis de compenser cette augmentation par une baisse correspondante de leurs autres cotisations. Les autres payeurs seront les retraités, même si une partie des annonces du gouvernement les concernant est contradictoire.

S'ajoute le fait que le gouvernement va nous faire payer - par des impôts et taxes et par l'amputation de nos services publics - les allègements de cotisations patronales. Les assistés ne sont vraiment pas ceux qu'on nous désigne comme tels.



Quelques avancées, pas à la hauteur des besoins

L'aide très partielle au rachat d'années d'études est dérisoire et très inférieure à ce que ceux qui ont fait des études vont perdre, le rachat étant très coûteux et la perte d'années de retraites considérable. Par contre, la prise en compte des années d'apprentissage constitue un réel progrès. En matière de pénibilité le dispositif prévu semble être assez alambiqué, mais il vaut mieux que les dispositions de la réforme précédente qui n'attendait que les salariés soient invalides pour reconnaître la pénibilité de leur travail.

Mobiliser les ressources existantes pour financer les retraites à la hauteur des besoins

Le financement des retraites a été mis en difficulté par le refus d'augmenter les cotisations patronales et même en les diminuant par le biais d'exonérations, pour l'essentiel sans conditions. On en est arrivé à subventionner non pas des créations, mais des suppressions d'emploi qui privent la Sécurité sociale de recettes mais gonflent les profits.

L'extorsion par les capitalistes de la richesse produite par le travail s'est accrue aux dépens des salaires (cotisations sociales comprises). Ainsi, entre 1980 et 2008, c'est 8,8 % des richesses produites qui sont passés des salaires aux profits. Cette augmentation des profits a surtout servi à accroître les dividendes versés aux actionnaires.

Depuis le milieu du XIX^e siècle et jusqu'à une période récente, l'augmentation de l'espérance de vie et la diminution du temps passé au travail se sont combinées. Dans un pays beaucoup plus riche et dont la productivité du travail a explosé, il n'est nul besoin de travailler plus longtemps pour financer les retraites. Il suffit d'y consacrer une part plus importante de la richesse produite. Pourquoi devrait-elle aller aux actionnaires plutôt qu'aux retraités ? On voit bien qu'il ne s'agit pas d'un problème de possibilité, mais de choix.

Augmenter les cotisations patronales et les prélèvements sociaux sur les revenus financiers, notamment sur les dividendes, faire reculer le chômage, augmenter les salaires et notamment établir l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, voilà quelques moyens d'apporter des ressources supplémentaires considérables pour financer les retraites et les améliorer.

Seul le peuple est légitime pour décider de l'avenir des retraites

Limitier la lutte au contenu de la réforme serait passer à côté de l'enjeu démocratique. Or, cette dimension est trop souvent minorée, ce qui conduit à laisser s'opérer les mécanismes traditionnels de décision aux dépens des gens. L'échec du mouvement, pourtant massif, contre la précédente réforme, en 2010, doit certainement quelque chose au manque de lutte pour un processus de décision plus démocratique.

La question n'est pas de savoir quelle retraite nous pourrions nous payer à partir d'une enveloppe arbitrairement définie, en dehors de nous et en vertu de la politique d'austérité exigée par le capitalisme.

Avec les retraites, il s'agit de décider d'un choix de société essentiel pour tout le reste de notre vie (même si l'on peut espérer changer de politique à l'avenir).

Comment un gouvernement et des parlementaires, dont le mandat est provisoire, pourraient-ils légitimement en décider ? En outre, Hollande et sa majorité n'ont pas été élus pour ça, mais pour le contraire. Leurs électeurs ont viré Sarkozy notamment par rejet de sa réforme des retraites. Ce que fait le PS aujourd'hui n'est pas conforme à ses engagements de campagne ni à ses positions contre la réforme de la droite qu'il entérine en l'aggravant. Enfin, la majorité de la population est opposée à cette réforme, comme elle l'était aux précédentes.

Non, trahir ses engagements et imposer au peuple des politiques dont il ne veut pas, ce n'est pas de la démocratie.

On ne peut pas plus s'en remettre aux négociations entre organisations syndicales et patronales. La sur-représentation du patronat par rapport à son poids dans la population constitue déjà un grave problème. En outre, les organisations habilitées à y participer ne représentent pas toute la population, alors qu'il s'agit d'un choix de société qui nous concerne tous. Par exemple, ceux qui font des études n'y participent pas, alors qu'ils font partie de ceux qui perdront le plus avec cette réforme.

On a pu voir à quoi conduisaient ces négociations de sommet, où le patronat trouve régulièrement des alliés pour faire reculer nos droits, comme on l'a déjà vu avec les retraites et avec l'ANI (Accord national interprofessionnel).

C'est d'autant plus vrai qu'au besoin, les gouvernements font du chantage ou tranchent dans le sens des intérêts capitalistes.

Le peuple doit donc pouvoir décider lui-même, par référendum, comme sur tous les choix de société fondamentaux. Mais, il serait nécessaire qu'il ne puisse pas se prononcer seulement sur les projets gouvernementaux. Il faudrait pouvoir organiser un référendum d'initiative populaire sur un projet élaboré avec les gens, plutôt que de toujours attendre le prochain mauvais coup et de se battre de manière uniquement défensive, en ne cessant de reculer.

La question est de savoir comment on se donne les moyens - dans une société qui les a - de financer les retraites dont nous avons besoin et de poursuivre le progrès social et l'émancipation de l'humanité.

Alors que la possibilité d'un référendum à l'initiative de citoyens et de parlementaires a été inscrite dans la constitution, les chefs l'État et gouvernements successifs s'emploient, depuis, à en empêcher la réalisation en n'adoptant pas les textes nécessaires à l'application de cette disposition. Ils parlent de démocratie, mais, en réalité, ils ont peur du peuple et ont une conception de la vie politique et de la "démocratie" qui consiste à lui ôter le plus possible de pouvoir et à l'exercer à sa place.

Or, changer de politique passe aussi par un mouvement d'appropriation du pouvoir par le peuple.

● Bruno Bessière



De premiers moyens d'action sur les retraites

Appel du Collectif retraites 2013

à signer et faire signer sur www.retraites2013.org

Manifestations du 10 septembre

carte des manifestations prévues, avec lieux et horaires sur www.cgt.fr/Carte-des-initiatives-prevues.html

Un colibri communiste ?

« On veut savoir ce que sera le futur ? Regardons bien ce qui mûrit au présent. » Lucien Sève.

La vie réserve des surprises. Les enseignements familiaux, l'enfance m'ont permis de découvrir la force du mouvement ouvrier. Passionné et fasciné par ces histoires d'humains debout, je devorais tout ouvrage se référant de près ou de loin à cette lutte nouvelle et déjà si ancienne. J'arpentais les fêtes de l'Huma, les meetings et les manifs. Je sentais, et je sens toujours, la force du savoir partagé, la capacité presque magique de salariés qui relèvent la tête et défendent leur dignité. J'ai découvert qu'il n'y a pas d'issue sans une humanité consciente et en marche, qu'il n'y a pas de chemins solitaires.

La vie réserve des surprises. J'ai aussi découvert la fragilité des cathédrales militantes, le souffle cours des actions partisans, le sens qui se perd dans l'action ressassée. J'ai senti la fatigue, la colère des militants de terrain venus pour une révolution qui ne vient pas. De désaccords en pétitions, de silences en manifestes, nous cherchons à extraire le suc joyeux de notre histoire rouge, l'unité cachée d'un peuple qui s'attend. C'est à présent le grand remue ménage des organisations, chacun sachant qu'il faut bien s'organiser.

La vie réserve des surprises. Et puis par milliers, poussés par cette idée simple que chacun doit faire sa part, ne trouvant pas de place à leur taille dans nos vieilles maisons, ils se sont engagés pour une cause, puis une autre. D'une lutte pacifiste à un aéroport inutile, d'une monnaie locale à une terre à cultiver, ils sont devenus mes voisins, mes amis, mes camarades. Dans cette nouvelle fraternité, je trouve des motifs de désaccords. Ils sont positifs jusqu'à plus soif,

refusent souvent les mots luttes et combats, parfois ils ne comprennent pas que certains mettent du temps à arrêter le coca... Ils m'ont pourtant changé. Je vois à présent nos immenses ressemblances. Ils trouvent jours après jours des mots pour dire leurs désirs d'un monde vivable pour les humains et la nature, un monde libéré des aliénations, des violences, un monde de partage, de respect et de coopération. Ils appellent maintenant à une (r)évolution (<http://www.colibris-lemouvement.org>). Chiche !

Je suis devenu un colibri communiste. Pour faire mentir les étiquettes et l'Histoire, je cultive mon jardin avec autant d'ardeur que je participe aux luttes. J'essaie de trouver en moi le changement que je veux voir venir et je pense être marxien. Je cherche le déjà-là du communisme à désirer. Je suis un colibri, je fais ma part pour éteindre l'incendie et je sais que cette part peut sauver le monde. J'aimerais, mes camarades de manifs et de jardins, un terrain de rencontre, un lieu pour nous parler. Je rêve d'un moment où nous ferions la cité ensemble, où les exigences de chacun pour transformer le monde s'additionnent, se complètent, germent. Nous sommes nombreux à tenter d'inventer un nouveau mouvement, un trait d'union de nos espoirs, un lieu horizontal qui mêle le rouge et le vert sans diluer ou prioriser une couleur, qui n'a pas peur des temps politiques mais qui sait que les élections ne suffiront pas à changer nos vies et le monde. Amis colibris et communistes, chacun y a sa place ! On s'en parle à la fête de l'Huma ?



plètement, germent. Nous sommes nombreux à tenter d'inventer un nouveau mouvement, un trait d'union de nos espoirs, un lieu horizontal qui mêle le rouge et le vert sans diluer ou prioriser une couleur, qui n'a pas peur des temps politiques mais qui sait que les élections ne suffiront pas à changer nos vies et le monde. Amis colibris et communistes, chacun y a sa place ! On s'en parle à la fête de l'Huma ?

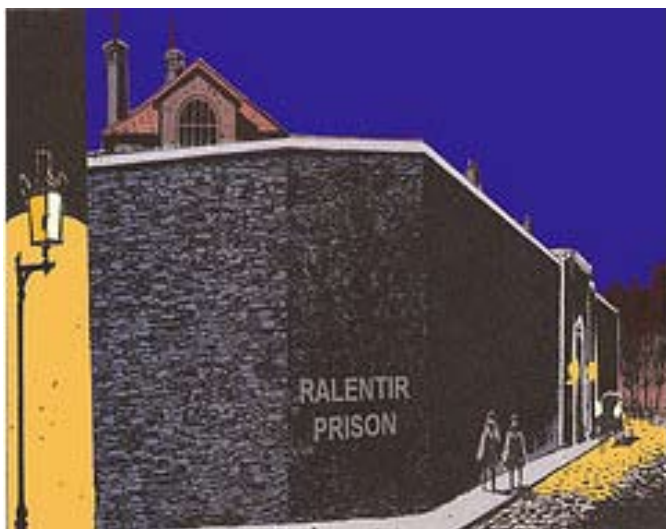
● Laurent Eyraud-Chaume



Taubira fait reculer le sarkozysme.

Les militants de gauche savaient, lors de la formation du gouvernement Hollande-Ayrault, que leur seul motif de satisfaction serait la nomination de Christiane Taubira au ministère de la Justice. Ses solides principes républicains sont connus : en 2001, elle fait voter la loi du 10 mai qui reconnaît comme crimes contre l'humanité la traite négrière transatlantique et l'esclavage qui en a résulté. En 2004, elle refuse de voter la loi sur les signes religieux dans les écoles publiques : « *Faire œuvre législative plutôt que mission pédagogique, c'est perdre foi en la République* ». Et en 2005, elle appelle à voter "Non" lors du référendum sur le TCE.

L'opposition Valls-Taubira va donc au-delà des batailles habituelles entre les fonctionnaires de l'Intérieur et ceux de la Justice.



Au rang des avancées, l'abrogation des peines planchers et de la révocation automatique des sursis simples ainsi que le retour à l'individualisation et à la proportionnalisation des peines resteront les exemples de mesures sarkozystes abrogées par la gauche majoritaire.

Dans le débat de cet été, Christiane Taubira avait évidemment raison d'affirmer que la prison est l'école de la récidive. Toutes les études le disent. Mais pour que cette loi soit une réforme-symbole, il eût fallu rassembler les moyens nécessaires dans une loi-cadre : quand la ministre annonce la création de 300 agents de probation pour accompagner sa nouvelle mesure de "contrainte pénale", chacun sait qu'il en faudrait au bas mot 3 000 !

Comme l'a souligné le Syndicat des Avocats de France (SAF) : « *en laissant en suspens les moyens budgétaires nécessaires à une réforme ambitieuse, [...] le Gouvernement reste au milieu du gué d'une réforme pénale que l'on attendait ambitieuse.* »

La réforme Taubira marque des avancées mais pas la rupture nécessaire pour avancer vers la refonte de notre système judiciaire.

● Gilles Boitte

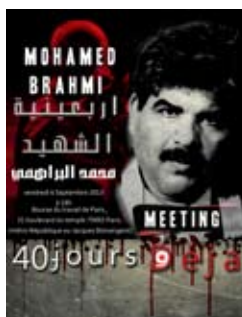


L'été a charrié son lot de mauvais coups.



Ce fut d'abord, le 17 juillet, la mort d'**Henri Alleg**. Celles et ceux qui ont connu les feuillets clandestins de *La Question* (1), de 1958, ou qui ont découvert ensuite les écrits d'Henri Alleg savent l'importance de son combat pour l'émancipation du peuple algérien et, au-delà, pour que cessent un jour les dominations meurtrières.

C'était, dans cette lutte exemplaire et difficile, le contraire du mythe du héros, se plaisant à rappeler avec nous le vers de Brecht : « *Malheureux le pays qui a besoin de héros* ». Chaleureux, il savait aussi prendre le temps d'un échange presque affectueux avec qui avait partagé ses idées et engagements, malgré des divergences sur l'évolution des pays de l'Est et de l'URSS. Un homme généreux, de grande envergure.



C'est un assassinat de plus, le 25 juillet, en Tunisie, qui a privé les démocrates de **Mohamed Brahmi**, laissant derrière lui une famille et cinq enfants. Cet élu, fondateur du mouvement ECHAAB (le Peuple) puis du Mouvement populaire, membre du Front Populaire, a marqué par son action et ses positions contre l'obscurantisme et l'injustice. Voir www.communistesunitaires.net, rubrique "Monde".



Et puis, le 6 août, **Claude Latapie** nous quittait. Nous le savions malade depuis quelque temps, nous ne pouvions imaginer cette fin abrupte. Nous avons été nombreux et unanimes à exprimer notre tristesse, notre amitié pour cet homme ouvert, humain, d'égale humeur, discret mais combien actif, en particulier au sein de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (2), dans sa

région et dans les instances nationales. Sans l'engagement patient, tenace, de femmes et d'hommes comme Claude, comment pourrions-nous envisager que le monde change ? Il était, pour nous, indissociable de sa compagne en présence et en qualités. Il nous reste à poursuivre. À Nelly et sa famille, toute notre amitié.

● Michèle Kiintz

1 Voir dans *Cerises* n°152, 21/9/2012, "La question algérienne"

2 Lire l'hommage public que lui a rendu la FASE le 13 août sur lafederation.org

L'idée antique du bonheur et nous

Sait-on encore bien ce que nous devons aux poètes et philosophes de l'Antiquité ? Et comment l'idée qu'ils se firent du bonheur vit toujours aujourd'hui, jusque dans le sentiment le plus commun que nous nous faisons de la chose ? Les études de latin et de grec ont quasiment disparu et sans être foncièrement réactionnaire, on peut considérer que c'est bien dommageable. Au lieu d'en faire, comme cela fut le cas, une marque de distinction élitiste vouée à disparaître, il y aurait grand intérêt à permettre au plus grand nombre de se frotter à ce qu'on appelait autrefois, non sans raison, les humanités. Cela serait utile pour faire mieux partager la maîtrise de notre langue (et réagir à l'uniformisation impérialiste et appauvrissante du "basic English"). Mais aussi parce que c'est dans cette histoire que prend sa source notre civilisation. Sans doute a-t-on pendant longtemps réduit, dans une conception euro-centrique et coloniale, la civilisation à son legs gréco-romain. Mais occulter ce legs, comme on le fait aujourd'hui, favorise la diffusion de la barbarie moderne, celle que produit et qui entretient à son tour la société consumériste et décervelée que nous connaissons. En clair, je pense qu'il y a, dans une perspective révolutionnaire, une réévaluation souhaitable de l'héritage antique.

Pour Épicure, la santé de l'âme, c'est le bonheur. L'étude du bonheur

et des moyens de l'atteindre est l'objet même de la philosophie, laquelle étude concerne tout le monde. « *Il n'est en effet, pour personne, écrit-il, ni trop tôt ni trop tard, lorsqu'il s'agit d'assurer la santé de l'âme.* » Dans sa célèbre *Lettre à Ménécée*, Épicure définit ainsi son idée du bonheur : « *pour le corps ne pas souffrir et pour l'âme ne pas être troublée* ». La recherche du plaisir sur Terre est la fin



(au double sens de but et d'achèvement) que le philosophe assigne à la « *vie bonne* ». La recherche du plaisir ou hédonisme est le but même de l'existence. Et, comme le note Brecht, le plaisir n'a pas à se justifier.

Cette conception porte bien sûr en elle une opposition à toute idée religieuse

d'une promesse de bonheur dans l'au-delà. Déjà, écrivait Épicure, « *c'est par un seul et même soin que l'on parvient à bien vivre et bien mourir* ». Et il se moquait de ceux qui prônaient une philosophie de la mort selon laquelle, une fois né, il fallait « *franchir au plus vite les portes de l'Hadès* ». Cette prise de parti en faveur de la vie terrestre explique que le christianisme ait toujours dénigré l'épicurisme, et par extension l'hédonisme, présentés comme la soumission aux passions les plus basses. Or, le plaisir prôné par Épicure est plutôt raisonné... Il y applique un principe très pratique de prudence qui consiste à éviter les plaisirs qui pourraient entraîner par la suite des déplaisirs plus grands. Son objectif est ce qu'il appelle l'ataraxie, ou paix de l'âme, qui « *consiste à s'être débarrassé de toutes ses craintes* ».

Traditionnellement, l'épicurisme est opposé au stoïcisme.

Les philosophes stoïciens mettaient en effet plus l'accent sur la capacité à endurer les maux de l'existence que sur l'aptitude à profiter de ses joies. « *Savoir se satisfaire de ce que la vie nous offre* », selon le précepte de Sénèque. On peut en déduire une morale de la résignation, mais on peut aussi y voir une simple leçon de réalisme. « *Ne désire que ce qui dépend de toi* », disait Épictète. « *Chaque chose a deux anses : l'une ●●●*

●●● *par où on peut la porter, l'autre par où on ne peut pas.* »

Avec le recul du temps, il nous apparaît qu'Épicuriens et Stoïciens ne sont pas si éloignés que ça en ce qu'ils partagent les uns et les autres une certaine sagesse. Cette sagesse ne peut pas être la nôtre aujourd'hui car elle suppose l'acceptation du monde tel qu'il est, mais elle peut reprendre un sens nouveau, dans une pensée morale pour aujourd'hui.

Brecht, (toujours), dont on a vu qu'il était volontiers épicurien mais qui, à la différence des Anciens, voulait changer le monde, reprend ainsi aussi à son compte la sagesse des Stoïciens quand il écrit :

« *Moi qui n'aime rien tant
Que l'insatisfaction devant ce qu'on
peut changer*

Rien ne m'est plus haïssable

Que la colère devant l'immuable. »

(Poèmes. T8, p. 104, éd. de l'Arche)



Épicure, d'après Raphaël

Les gens se plaignent toujours du mauvais temps... auquel ils ne peuvent pas grand chose. Mais souvent ils acceptent comme une fatalité ce qui leur tombe sur le coin de la figure alors que cela résulte de décisions politiques et économiques, sur lesquelles ils pourraient avoir prise...

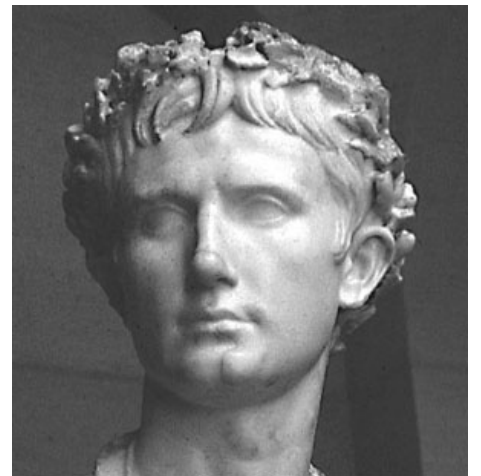
Le poète latin Horace, qui fut influencé à la fois par l'épicurisme et le stoïcisme, est sans doute l'un de ceux qui exprime le mieux l'idée antique du bonheur.

Dans de nombreux poèmes, il chante la vie simple, dans sa maison de campagne à Tibur, la simple joie de boire son vin et de partager un repas frugal, en compagnie d'amis choisis. Cette conception est pour beaucoup dans notre idée moderne du bonheur... et même du droit à la retraite !

On peut sans exagération dire qu'elle a conduit à l'idée française du bonheur, qui est peut-être l'apport principal de la culture de notre pays aux valeurs universelles. Une idée que l'idéologie ultra-libérale et les politiques d'austérité, ainsi que les discours de culpabilisation qui vont avec, essayent d'éradiquer...

L'idée du bonheur prôné par le poète latin n'était pas sans limites. Elle supposait l'existence d'un certain Mécène, un « ami généreux » et n'était pas accessible à tous. De plus, elle refusait tout engagement dans des projets d'avenir.

Dans son "Ode à Leuconoé", célèbre pour le vers qui commence par "*Carpe diem*", il écrivait ainsi : « *Dans une vie courte, abstiens toi de projets* »



(« *Spatio brevi spem longam reseces* »)... Ce qui n'est pas spécialement révolutionnaire et peut conduire à un certain égoïsme.

Mais dans un monde dominé par la course absurde au profit, le culte de la vitesse, de l'efficacité et de la rentabilité, un monde où les gens n'ont plus guère le temps ni le droit de lire, de penser, de méditer, de s'arrêter et de prendre du recul, un monde où on remet en cause la réduction du temps de travail et le droit à la retraite, je tiens que "*Carpe diem*" (1) (Cueille le jour) peut devenir un slogan révolutionnaire.



● Francis Combes

¹ Le dernier vers de l'ode dit : « *Carpe diem quam minimum credula postero* » que l'on traduit généralement par : Cueille le jour présent sans te soucier du lendemain.

La guerre descend à l'UCAV



La Fabrique éditions
Avril 2013
178 p. - 14 €

Infime, tellement infime travail d'élucidation morale dont les moyens gigantesques de la technique guerrière font l'objet... Un jugement de la morale jésuitique nous donne l'arme chimique comme condamnable par rapport à la mitrailleuse, à l'obus de char – même à uranium appauvri - ou au missile aérien. Abattus à l'arme conventionnelle, les milliers de morts syriens apprécieront.

Mais voilà qu'un philosophe non assis, non établi, un chercheur, Grégoire Chamayou, mobilise son esprit critique pour analyser une nouvelle arme, le "drone", un « *véhicule terrestre, naval ou aéronautique, contrôlé à distance ou de façon automatique* » (selon la définition de l'*imperium* militaire US). Et pour les engins volant armés, un UCAV (*Unmanned Combat Air Vehicle*). Un drone, quoi, qui apparaît dans les médias depuis plusieurs années au chapitre des assassinats ciblés par Tsahal ou l'armée américaine.

Cette arme, nous explique Chamayou, est un tournant dans la civilisation occidentale. Une technique militaire propre à exécuter les tâches de surveillance policière, de frappes militaires sans déclaration de guerre et de lutte contre les groupes désignés comme terroristes. Un engin qui relate fidèlement l'état de notre monde militaro-policié.

La guerre supposait un affrontement, une confrontation, sources de tant de mythes nationalistes, machistes, fascistes.

Le drone ouvre la voie à la guerre à distance. Sans prise de risque d'un côté. De l'autre... Le pilote est armé d'un *joystick* et calé sur son fauteuil dans une base secrète à deux pas de son domicile. Il tire sur des cibles à des milliers de kilomètres. Ces cibles sont des probabilités numériques, étudiées au moyen d'images satellites et caméras. *Wikileaks* a publié les images d'une grosse bavure, un journaliste et son caméraman, flanqués de gardes, ont été fauchés d'en haut à la mitrailleuse Gatlin au nom de cette "probabilité numérique". Brrr !

Cibles ? Des groupes d'humains dans les "zones tribales" du Pakistan, la bande de Gaza ou les banlieues de Mexico ou les favelas de Sao Paolo. Cibles ? Les manifestations autour du G8, ou les manif's tout court. Caméras embarquées, mobiles, sans bruit, partout. Pourquoi déclarer la guerre ? Pourquoi se risquer à des lois policières ? C'est, nous démontre Chamayou, le triomphe de la chasse à l'homme. D'un côté le pilote de drone, de l'autre la cible. Qui décide de tirer ? Qui peut éviter d'être chassé ?

L'*US Air Force* forme plus de pilotes de drones que de pilotes embarqués depuis deux ans. Et la police de plusieurs États de l'Union nord-américaine s'est dotée de drones pour surveiller... les autoroutes, dit-elle. Tous ceux qui sont contre l'utilisation du drone sont classés "suspect". Donc surveillés.

Chamayou écrit un nouveau chapitre de 1984. Sauf que c'est pas un roman !



● Jean Gersin

Séminaire

Communisme

● Samedi 12 octobre et 30 novembre
de 9 h 45 à 18 h (repas sur place)

- une séance sur l'écologie - une séance sur l'État
- une séance sur la gratuité - une séance sur le travail.

à l'AGECA, 177 rue de Charonne - 75011 Paris

Plus sur www.communistesunitaires.net

● **Un précédent pour les luttes, mais une victoire amère** : le licenciement des Conti (près de 700 salariés) est invalidé aux Prud'hommes : « *Les licenciements opérés étaient destinés à augmenter à la fois le taux de profit du secteur d'activité pneumatique, le retour sur investissement des actionnaires et le cours de l'action Continental* », selon les termes du jugement. Continental s'accroche et envisage de faire appel. Entre temps, chômage pour un grand nombre, hommes, femmes et familles détruits. Une victoire amère, mais aussi un précédent pour toutes celles et ceux qui ont encore à lutter pour le droit au travail.

● **Hervé Kempf quitte Le Monde**. Après 17 ans de collaboration au quotidien du soir, le journaliste, spécialiste de l'environnement, a été poussé vers la porte par la direction. Kempf avait suivi le dossier de l'aéroport N.-D.-des-Landes, soulignant, peu avant l'élection de François Hollande, qu'« *il serait dommage qu'une éventuelle présidence socialiste s'ouvre par le spectacle de CRS évacuant des paysans et des écologistes pour faire couler le béton* ». Après l'élection, le travail du journaliste a de plus en plus souvent été entravé : refus de départ en reportage, rejet d'articles... Et Kempf d'évoquer le « *raidissement de la direction du Monde après que j'ai publié l'enquête montrant que le préfet de Loire-Atlantique entre juin 2007 et juillet 2009 - Bernard Hagelsteen - avait été plus tard embauché par la société Vinci Autoroutes* ». Le Monde réduit encore la diversité des points de vue éditoriaux qui firent longtemps sa richesse. Hervé Kempf rejoint *Reporterre*, magazine électronique consacré à l'environnement (<http://www.reporterre.net/>). ●●●

Images de la semaine

Les liaisons dangereuses

On a eu Hollande-Parisot.

Voilà Moscovici-Gattaz.

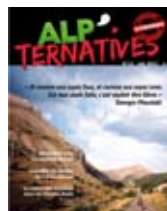
Raisons d'agir le 10 septembre et plus !



Séparation du MEDEF et de l'Etat !



●●●● Les composantes du courant politique "Tous ensemble", en cours de structuration au sein du Front de gauche, tiennent un stand les 13-14-15 septembre à la Fête de l'Humanité. Programme sur www.comunistesunitaires.net, rubrique "Initiatives".



● Une revue trimestrielle, militante, lucide et tonique, d'un beau grafisme, éditée par l'Association "Pour une Alternative Citoyenne à Gauche". Pour la visiter, s'y abonner, voir la présentation sur www.comunistesunitaires.net, rubrique "À voir, à lire".

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

